

## Les syndicats agricoles néerlandais sont prêts à réduire la « pollution verte »

Les principaux syndicats agricoles néerlandais viennent de publier un plan d'action pour sauvegarder l'environnement, qui remet en question les méthodes modernes d'agriculture (usage massif d'engrais, de pesticides, de désherbants), jugées désormais trop polluantes.

AMSTERDAM

de notre correspondant

« Ces dernières années il est devenu évident que l'agriculture contribue aussi à la perturbation de l'environnement. » Cette affirmation a valeur de *mea culpa* : elle émane du président du Landbouwschap, le groupement intersyndical dont font partie les cinq organisations de producteurs et de salariés du secteur agricole néerlandais. Tout à la fois groupe de défense d'intérêts professionnels et organisme parapublic, le Landbouwschap est la voix de la « Hollande verte ». Signe des temps : il vient de rendre public un *Plan intégral d'action pour l'environnement*, document aussi volumineux — 150 pages — qu'essentiel. Il dresse l'inventaire des mesures concrètes que les producteurs agricoles se disent prêts à prendre pour « mettre un terme dans les dix, quinze prochaines années, aux effets indésirables sur l'environnement de l'agriculture » toutes branches confondues.

Qu'ils soient producteurs laitiers ou maraîchers, horticulteurs ou éleveurs, les Néerlandais sont les champions incontestés du rendement. Leur savoir-faire agricole est immense, et l'excédent de la « balance verte » (50 milliards de francs en 1988) témoigne de la vitalité du secteur. Mais l'atout que l'agriculture représente pour l'économie nationale n'est plus un atout maître à cause de l'impact de la course à la productivité sur l'écologie du pays.

Les 115 millions d'animaux qu'abritent les élevages produisent annuellement près de 100 millions de tonnes de lisier, dont les composants organiques et chimiques sont responsables à 50 % de l'acidifica-

tion de l'air. Les nappes phréatiques et les eaux de surface sont polluées par les méthodes d'enrichissement des sols et par l'emploi intensif des produits phytosanitaires. Un producteur céréalier moyen répand environ 250 kilos d'engrais azoté par hectare et par an contre 97 kilos au début des années 60. Selon la fondation écologique Nature et milieu, un horticulteur utilise 223 kilos de pesticide et de désherbant par hectare de chrysanthèmes et 87 kilos par hectare de roses.

### Qualité des produits

« Il est de la responsabilité du secteur agricole lui-même de trouver des solutions à ces problèmes », a affirmé M. Gérard Doornbos, président de l'intersyndicale, en présentant son plan d'action. Charité bien ordonnée commence par soi-même : « Un sol sain, une eau propre et un air pur intéressent au premier chef les agriculteurs. » A l'heure où l'opinion publique néerlandaise se montre de plus en plus réceptive aux arguments écologistes, M. Doornbos a reconnu que la démarche de son organisation visait aussi « à répondre au souhait d'un groupe de plus en plus important de consommateurs, critiques aussi bien à l'égard de la qualité des produits que des méthodes de production ».

Les mesures de protection de l'environnement recensées par le Landbouwschap concernent la composition de l'alimentation animale, le développement de méthodes alternatives à l'emploi des produits phytosanitaires, le retour au désherbage mécanique, ou encore la mise au point d'étables ou de silos à lisier « propres ». Le document insiste sur le recyclage systématique des substances polluantes (agriculture intégrée) et annonce l'intensification des recherches sur un système de production « en circuit fermé » dans le secteur des cultures sous serres.

Constitué de mesures « à appliquer dans les cinq ans » et de mesures « à terme plus long », le plan d'action (IMA) est censé aboutir, d'ici à l'an 2000, à une limitation de la dispersion des métaux lourds dans la nature, à une diminution de

50 % de l'utilisation des désherbants et des pesticides, ainsi qu'à une réduction équivalente des émissions d'ammoniac. Mais l'intersyndicale n'a pas de pouvoir de coercition sur les 125 000 exploitations agricoles du pays. L'application effective de l'IMA dépend entièrement du bon vouloir et du « sens des responsabilités » des professionnels concernés.

Autre limite du plan : il ne comporte aucune évaluation globale du coût des mesures qu'il préconise, et l'absence de cet élément financier lui confère la valeur d'une déclaration d'intention. « Il s'agit avant tout d'indiquer une direction », a reconnu M. Doornbos, tout en estimant « à plusieurs milliards de florins » le poids financier de l'IMA.

S'il affirme que le principe « le pollueur est le payeur » doit s'appliquer au secteur agricole, il demande aussi l'aide des pouvoirs publics. « Il y a des secteurs où il faut agir vite : si l'Etat nous aide financièrement, les actions seront entreprises plus rapidement », a expliqué M. Doornbos. Mais, paradoxalement, c'est moins de l'argent que de la puissance que l'intersyndicale réclame aux autorités : « L'agriculture doit avoir le temps (...) de passer à des méthodes et des systèmes de production » propres.

De ce point de vue, l'IMA exprime la crainte des milieux agricoles qui se savent « dans le colimateur » de leur ministre de tutelle et de son collègue de l'environnement. Une note officielle doit en effet prochainement être publiée, qui gèlerait certaines productions à leur niveau actuel, notamment dans le secteur de l'élevage, qui créerait de nouvelles taxes et qui imposerait que les investissements en faveur de l'environnement passent à plus de 2 milliards de francs par an, contre moins de 1 milliard actuellement.

Les agriculteurs néerlandais ne croient pas à l'efficacité des mesures « autoritaires et générales ». Affectant la situation économique des exploitations, elles limiteraient leur capacité à développer une agriculture plus propre. Ils souhaitent au contraire avoir le temps et les moyens de passer du « produire plus » au « produire mieux ».

CHRISTIAN CHARTIER.

(Le Monde, 17.05.89)

